

arrêté mis en ligne le 1er février 2023

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

ARRETE
DU MAIRE DE LIBOURNE
Du 1^{er} février 2023

ST/A-2023-085

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES CASSAGNE sise 8 rue du Pré Meunier – ZA du Cour – 33610 CANEJAN pour des travaux de remise à la côte de chambre télécom et réfections situés 10 Boulevard de Quinault.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1^o - **A compter du 3 février 2023 et jusqu'au 10 février 2023**, le stationnement sera interdit 10 Boulevard de Quinault, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2^o - **La piste cyclable sera interrompue Boulevard de Quinault, au droit du chantier.**

ARTICLE 3^o - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4^o - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5^o- Le Directeur Général des services de la Ville, le Chef de la Police Municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6^o - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le 1^{er} février 2023 deux mille vingt trois



Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde

* Bilal HALHOUL